

Une étude du projet BALEINE

Mobilité sociale et migrations au Luxembourg

Le projet BALEINE, une recherche menée au Centre de Recherche Public - Centre Universitaire sur l'intégration des étrangers au Luxembourg, que les lecteurs de forum connaissent bien (voir forum no 177), vient de se terminer par la publication de deux études : un cahier du SeSoPI publié fin décembre dernier et un livre paru chez l'Harmattan racontant les histoires de vie de familles portugaises au Luxembourg, disponible en librairie fin janvier.

Les comptes-rendus de la presse sur le cahier du SeSoPI ont surtout insisté sur le volet des langues au Luxembourg. Dans un souci de complémentarité forum a jugé utile de présenter le volet non moins intéressant sur la mobilité sociale.*



Les personnes résidant sur le territoire luxembourgeois, et les Luxembourgeois en particulier, ont connu une mobilité sociale importante qui se retrouve dans les biographies individuelles. La trajectoire caricaturale se présente comme suit : un grand-père agriculteur, un père ouvrier de l'industrie sidérurgique, une fille, ou un fils employé de banque.

Pour le Luxembourg, il existe à ce jour une seule étude sur la mobilité sociale inter-générationnelles¹. Elle n'a cependant pas tenu compte de l'immigration. Nous profitons de la réalisation du sondage BALEINE pour apporter quelques informations supplémentaires sur la mobilité sociale.

Suite à son industrialisation tardive vers la fin du siècle dernier, le Luxembourg a vu augmenter le taux de sa population ouvrière industrielle au détriment de la main-d'oeuvre agricole. Après la Deuxième Guerre Mondiale, on assiste à une tertiarisation de l'économie qui s'accroît encore suite à la crise de l'industrie sidérurgique. Depuis le milieu des années soixante-

dix, la place financière a pris le relais de l'industrie du fer comme moteur de l'économie et comme principal secteur de l'emploi au Luxembourg. Cette mutation séculaire n'a été rendue possible que par l'apport de l'immigration et, fait nouveau pour les vingt dernières années, par la mobilité transfrontalière de la main-d'oeuvre.

Mobilité sociale entre les générations

Les données du sondage confirment la trajectoire caricaturale présentée plus haut. Ainsi, les grands-pères étaient majoritairement agriculteurs (35% des grands-pères paternels et 37% des grands-pères maternels). Les pères sont surtout ouvriers, 24% ouvriers non qualifiés et 18% ouvriers qualifiés, tandis que les personnes interrogées sont surtout cadres moyens (22%).

Cette mobilité intergénérationnelle, que l'on constate à travers les chiffres de l'ensemble de la population résidente, est en fait une mobilité

* Extrait de:

Fernand Fehlen et
Isabelle Piroth,
Trajectoires
migratoires et
mobilité sociale,
dans:
Le sondage Baleine,
Une étude
sociologique
sur les trajectoires
migratoires, les
langues et la vie
associative au
Luxembourg,
Hors-série no1 des
publications RED
(Recherche Etude
Documentation)
du SeSoPI
Luxembourg, 1998

«structurelle». C'est surtout parce que le Luxembourg a connu d'importantes mutations de l'emploi et des qualifications que les statuts ont évolué.

L'absence de mobilité sociale est la plus importante en haut et en bas de l'échelle sociale. Les enfants de cadres supérieurs sont ainsi 36% à être eux-mêmes cadres supérieurs, soit 3,1 fois plus que la moyenne. Il est vrai que cette catégorie englobe les directeurs et PDG et que la transmission de la direction de l'entreprise se fait encore souvent de père en fils, notamment dans le cas d'entreprises familiales. Mais la catégorie «cadres supérieurs» comprend également les professions libérales dont on peut considérer que les chances d'y accéder sont plus grandes lorsque les personnes sont issues du milieu (association avec le père, reprise de sa clientèle...). A l'autre extrémité de l'échelle sociale, chez les ouvriers, on constate aussi une certaine hérédité sociale. Les enfants d'ouvriers restent encore largement ouvriers: 50% des enfants d'ouvriers non qualifiés sont ouvriers (qualifiés ou non) tout comme 38% des enfants d'ouvriers qualifiés.

Le pourcentage d'enfants de commerçants ayant la même catégorie socio-professionnelle que le père est minime (15% des fils/filles de commerçants sont eux-mêmes commerçants). On notera ici une certaine ascension sociale,

puisque 17% des enfants de commerçants sont devenus cadres supérieurs ou exercent une profession libérale et 17% cadres moyens. Une cause structurelle de ce phénomène est le déclin de cette catégorie sociale.

De toutes les catégories socio-professionnelles, celle qui apparaît la moins figée est celle des professions intermédiaires et autres employés. Les enfants dont le père appartient à cette catégorie sont seulement 8% à en faire partie. Ils ont par contre de bonnes chances d'être ouvriers qualifiés ou non (22%), employés de bureau (20%), cadres moyens (19%) ou encore cadres supérieurs (16,5%).

Signe de la mobilité «structurelle» énoncée précédemment, 36% des enfants d'agriculteurs sont devenus ouvriers non qualifiés. Très peu sont donc agriculteurs et échappent ainsi à l'inertie sociale. Mais il est difficile dans ce cas de parler d'ascension sociale, car la mobilité qui a eu lieu s'est produite entre des catégories socio-professionnelles très proches, sans compter que les enfants d'agriculteurs n'avaient pas d'autre issue que la mobilité. Autre changement structurel à prendre en compte: l'émergence des cadres moyens ces dernières dizaines d'années (22% dans notre échantillon). Leur pourcentage est d'autant plus important lorsque le père est cadre moyen (51% des enfants de cadres moyens sont cadres moyens).

Tableau 1

Source: sondage Baleine-ILReS

Base: personnes actives de 25 à 70 ans sans distinction de nationalité

Catégorie socio-professionnelle du fils/de la fille selon celle du père (%)										
	nb. des interviews	échantillon pondéré	catégorie du fils / de la fille							
			commerçant / artisan	cadre supérieur / profession libérale	cadre moyen	enseignant	employé de bureau	profession intermédiaire et autres employés	ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié
Total	985	1068	6.7	11.5	22.0	7.8	11.2	9.8	12.6	17.6
catégorie du père										
agriculteur	134	143	5.1	7.1	11.6	5.3	8.5	9.3	12.1	36.1
commerçant/artisan	132	143	14.8	17.4	17.4	9.8	12.0	7.1	13.5	7.9
cadre sup./prof. lib.	92	81	8.5	36.2	19.1	11.9	11.1	9.2	3.9	0.0
cadre moyen	100	132	6.3	14.3	51.1	11.5	1.3	9.9	3.9	1.8
enseignant	26	26	0.0	33.9	12.6	27.3	19.3	6.8	0.0	0.0
employé de bureau	32	37	0.0	2.9	22.5	19.6	32.2	14.9	5.6	2.2
prof. interméd. et autr. employ	63	63	5.6	16.5	19.0	9.3	19.8	8.1	10.2	11.6
Firarbechter, Meeschter	18	21	0.0	3.0	40.4	7.0	28.9	0.0	19.1	1.6
ouvrier qualifié	141	158	7.7	5.7	21.3	3.3	15.1	9.3	20.9	16.7
ouvrier non qualifié	234	251	4.7	3.4	17.0	4.0	7.3	12.9	16.3	33.3

Mobilité sociale et immigration

Pour étudier l'incidence de l'immigration sur la mobilité sociale nous allons comparer des tableaux croisés avec la catégorie socio-professionnelle du père en ligne et celle des enfants en colonne. Ces tableaux de mobilité sociale seront comparés deux à deux, d'abord pour les personnes nées au Luxembourg et celles nées hors du Luxembourg. La seconde approche sera celle d'une comparaison pour la seule population de nationalité luxembourgeoise, selon qu'elle est issue ou non de l'immigration.

La première génération

En nous limitant à une opposition dichotomique sur la variable «pays de naissance/pays d'origine», nous distinguons deux populations: l'une née au Luxembourg et l'autre originaire d'un autre pays. La population originaire d'un autre pays est constituée par les immigrés de la première génération.

Nous allons comparer les tableaux 2 et 3 : le premier renseigne sur 551 personnes nées hors du Luxembourg et le deuxième sur 434 personnes nées au Luxembourg.

En comparant la première ligne de chaque tableau, décrivant la structure générale de chacune des deux populations par catégorie, nous

voyons que le bas de l'échelle sociale est délaissé par les personnes nées au Luxembourg au profit des nouveaux arrivants. Parmi ces derniers, comme nous venons déjà de le relever, 47% sont ouvriers qualifiés ou ouvriers non qualifiés (cf. tableau 2), tandis que cette proportion est de moins de la moitié (20%) pour les autochtones (cf. tableau 3). Mais le taux élevé de cadres supérieurs et de professions libérales parmi les immigrés (15%, contre 9% pour les autochtones) montre l'existence d'un secteur international du marché du travail au Luxembourg.

La mobilité sociale des autochtones est beaucoup plus visible que celle des immigrés. Si on analyse le sort des enfants des ouvriers, chez les autochtones, on constate que 37,5% des enfants d'ouvriers non qualifiés et 29% de ceux d'ouvriers qualifiés sont ouvriers (qualifiés ou non). Les places libérées seront prises par des immigrés qui eux sont issus du milieu ouvrier et agricole. 68% des enfants d'ouvriers non-qualifiés, 53% des enfants d'ouvriers qualifiés et 79% des enfants d'agriculteurs seront des ouvriers. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne connaissent pas aussi une promotion sociale par leur immigration, la condition des ouvriers au Luxembourg étant sans doute très différente de ce qu'elle est dans le pays d'origine. D'autre part, on note que 20% des enfants d'ouvriers qualifiés ou 13% des enfants d'ouvriers non qualifiés sont cadres moyens.

Le bas de l'échelle sociale est délaissé par les personnes nées au Luxembourg au profit des nouveaux arrivants.

Catégorie socio-professionnelle du fils/de la fille selon celle du père (%)									
catégorie du père	nb. des interviews	échantillon pondéré	catégorie du fils / de la fille						
			cadre supérieur / profession libérale	cadre moyen	employé de bureau	profession intermédiaire et autres employés	ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié	
Total	551	408	15.1	14.9	7.9	8.0	13.8	33.0	
agriculteur	88	71	6.4	4.6	0.0	6.3	15.1	63.6	
commerçant/artisan	76	53	24.8	16.3	1.5	10.1	13.5	21.3	
cadre sup./ prof.lib.	69	46	42.7	22.0	15.0	5.4	3.7	0.0	
cadre moyen	31	23	29.8	33.9	0.0	11.8	2.9	3.5	
prof. interméd. et autr. employ	42	28	24.4	11.6	20.8	7.8	11.3	14.6	
ouvrier qualifié	73	54	3.5	19.8	9.4	9.0	26.0	27.4	
ouvrier non qualifié	124	99	0.7	13.1	5.3	8.3	13.1	54.9	

Tableau 2

Source: sondage Baleine-ILReS

Base: personnes actives de 25 à 70 ans nées hors du Luxembourg

Catégorie socio-professionnelle du fils/de la fille selon celle du père (%)										
catégorie du père	nb. des interviews	échantillon pondéré	commerçant / artisan	catégorie du fils / de la fille						
				cadre supérieur / profession libérale	cadre moyen	enseignant	employé de bureau	profession intermédiaire et autres employés	ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié
Total	434	661	8.0	9.3	26.3	10.9	13.2	10.9	11.9	8.0
agriculteur	46	71	6.3	7.8	18.6	10.7	17.0	12.2	9.0	8.5
commerçant/artisan	56	90	19.0	13.1	18.0	12.7	18.3	5.4	13.6	0.0
cadre sup./prof.lib.	23	35	13.1	27.8	15.3	19.2	6.1	14.2	4.3	0.0
cadre moyen	59	109	6.2	11.1	54.7	11.5	1.5	9.5	4.1	1.5
employé de bureau	16	26	0.0	0.0	31.7	25.6	24.4	18.3	0.0	0.0
prof. interméd. et autr. employ	21	35	5.3	10.3	24.8	13.7	19.0	8.3	9.3	9.3
ouvrier qualifié	68	103	9.2	6.9	22.1	5.0	18.0	9.4	18.2	11.1
ouvrier non qualifié	110	152	5.7	5.2	19.5	5.7	8.7	16.0	18.4	19.1

Tableau 3

Source: sondage Baleine-ILReS

Base: personnes actives de 25 à 70 ans nées au Luxembourg

Les nouveaux Luxembourgeois

Nous analyserons ici uniquement la population de nationalité luxembourgeoise, en opposant les personnes issues de l'immigration de leurs parents ou de leurs grands-parents, donc de la deuxième et troisième génération, à celles non issues de l'immigration. Concernant la mobilité sociale, il existe une différence notable entre les Luxembourgeois issus de l'immigration et les immigrés de la première génération considérés dans l'alinéa précédent, les premiers vivant au Luxembourg depuis plus longtemps. Gardons à l'esprit la petite taille des échantillons: 202 personnes pour les Luxembourgeois issus de l'immigration et 221 pour les Luxembourgeois qui n'ont pas de parents ou grands-parents issus de l'immigration, que nous appelons par commodité les vieux Luxembourgeois.

On constate que le bas de l'échelle sociale est davantage occupé par les Luxembourgeois d'ascendance immigrée que par les vieux Luxembourgeois. En effet, 25% de ceux que nous avons appelés nouveaux venus ou nouveaux Luxembourgeois sont ouvriers (qualifiés ou non) contre 15% chez les vieux Luxem-

geois (cf. tableaux 4 et 5). Mais, par rapport à la génération des pères, les pourcentages d'ouvriers sont moins importants, et les écarts entre ces deux populations luxembourgeoises d'origines diverses tendent à se réduire. En effet, chez les pères des nouveaux venus, on note 45% d'ouvriers, contre 30% chez ceux des vieux Luxembourgeois.

La mobilité sociale des nouveaux venus semble plus faible que celle des vieux Luxembourgeois, surtout en ce qui concerne les enfants d'ouvriers qualifiés: 47% des fils/filles d'ouvriers qualifiés restent ouvriers chez les nouveaux Luxembourgeois (contre 16% pour les vieux Luxembourgeois).

Modification des structures oblige, chez les enfants d'agriculteurs, la mobilité sociale est importante. Pour la population des nouveaux venus, les enfants d'agriculteurs s'orientent principalement vers les catégories ouvrières (23%), employés de bureau (15%) ou commerçants/artisans (15%). Chez les vieux Luxembourgeois, nous trouvons davantage de cadres moyens (27%), de professions intermédiaires (20%) ou d'ouvriers (16%).

Tableau 4

Source:
sondage Baleine-ILReS

Base: Luxembourgeois
actifs de 25 à 70 ans issus
de l'immigration

	Catégorie socio-professionnelle du fils/de la fille selon celle du père									
	nb. des interviews	échantillon pondéré	commerçant / artisan	cadre supérieur / profession libérale	cadre moyen	enseignant	employé de bureau	profession intermédiaire et autres employés	ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié
Total	221	361	6.9	12.7	30.1	12.0	13.5	8.4	8.5	6.6
catégorie du père										
agriculteur	23	37	0.0	4.0	26.8	8.6	15.3	20.3	12.7	3.9
commerçant/artisan	32	55	22.5	18.0	22.8	5.6	11.4	3.5	16.2	0.0
cadre sup./prof.lib.	13	21	7.3	30.6	15.4	23.2	8.4	7.7	7.3	0.0
cadre moyen	47	76	4.2	17.3	46.8	14.4	2.2	9.3	3.7	2.1
prof. interméd. et autr. employ	17	29	6.6	12.7	24.7	11.3	16.7	4.9	11.5	11.5
ouvrier qualifié	31	50	6.0	9.2	33.2	6.7	22.5	6.3	6.9	9.2
ouvrier non qualifié	36	58	5.1	5.8	20.7	11.8	8.0	13.2	10.8	22.3

Tableau 5

Source:
sondage Baleine-ILReS

Base: Luxembourgeois
actifs de 25 à 70 ans non
issus de l'immigration

	Catégorie socio-professionnelle du fils/de la fille selon celle du père									
	nb. des interviews	échantillon pondéré	commerçant / artisan	cadre supérieur / profession libérale	cadre moyen	enseignant	employé de bureau	profession intermédiaire et autres employés	ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié
Total	202	327	8.9	7.3	21.1	9.2	13.1	14.1	14.0	10.7
catégorie du père										
agriculteur	27	42	14.7	8.5	11.6	10.5	15.4	7.4	11.6	11.0
commerçant/artisan	24	39	12.5	8.9	13.3	21.5	23.5	7.6	8.7	4.1
cadre sup./prof.lib.	14	23	13.7	35.8	14.0	15.3	6.2	15.0	0.0	0.0
cadre moyen	21	35	10.0	0.0	65.5	4.6	0.0	15.1	4.9	0.0
ouvrier qualifié	34	56	11.7	3.1	11.3	3.4	11.4	11.8	32.9	14.3
ouvrier non qualifié	57	91	3.8	3.9	21.7	2.0	10.3	18.6	17.2	21.1

Conclusion

L'étude du volet migration et mobilité sociale du questionnaire a révélé une promotion sociale plus ou moins généralisée à laquelle participent aussi les immigrés. Même si leurs chances de connaître une mobilité sociale ascendante sont plus faibles, elles sont non-négligeables, surtout si l'on ne se limite pas à une génération. Ce tableau que nous venons de brosser de la société luxembourgeoise peut sembler trop idyllique à d'aucuns, mais nous sommes persuadés que la tendance générale que nous avons dégagée sur une base empirique, somme toute fort modeste, correspond à une tendance séculaire. Cependant, nous savons aussi qu'il existe des réalités structurelles et conjoncturelles qui, par la nature même du sondage, de ses questions et de son échantillon, échappent à l'approche de cet article et nous voulons rappeler ici trois points pour compléter le tableau:

- D'abord, il ne faut pas oublier une donnée structurelle, cause principale de la promotion sociale des gens en place. La petite dimension du pays et le taux élevé d'étrangers permettent, en temps de crise, de limiter le chômage et la dégradation de la position sociale des personnes en place par la réduction du nombre des immigrations ou même par le renvoi des derniers venus. Les statistiques du nombre des étrangers en dents de scie, au fil de ces cent dernières années en sont la preuve.

- La main-d'œuvre frontalière qui pour dépasse les 30 % est, du moins en ce qui concerne l'envergure du phénomène, une nouvelle donne sur le marché de l'emploi du Luxembourg. On ne peut pas nier que ces navetteurs transfrontaliers, contrairement aux immigrés nouveaux venus, entrent en concurrence directe avec les résidents, qu'ils soient de nationalité luxembourgeoise ou non. La libre circulation de la main-d'œuvre, l'harmonisation de la législation et du cadre réglementaire au sein de l'Union Européenne pèsent comme une menace sur le bien-être du Grand-Duché. Le Luxembourg sera-t-il le moteur économique et le lieu central d'une grande région débordant largement ses frontières ou connaîtra-t-il un ajustement de sa situation économique au niveau des régions voisines? Tel est le grand enjeu des prochaines années et de la réponse à cette question dépendra la mobilité sociale future.

- Longtemps, le Luxembourg a pratiquement connu le plein emploi, avec 1970 comme année de record absolu où le nombre moyen de chômeurs était inférieur à un. Depuis le début des

années quatre-vingt-dix, le chômage a augmenté et, après un point culminant frôlant les 7000 demandes d'emploi non satisfaites vers le début de 1997, la tendance semble s'inverser. Même si le taux de chômage est toujours très inférieur à celui des régions voisines, la lutte contre le chômage est ressentie comme une priorité politique de premier ordre. Car le climat d'ouverture et la tradition d'accueil des étrangers que connaît le Luxembourg ne sont pas basés sur une quelconque nature profonde du Luxembourg, «pays immunisé contre le racisme», mais sur la prospérité économique et la redistribution de cette manne, surtout par le budget social de l'État qui constitue un des piliers du modèle luxembourgeois.

Même si «les laissés-pour-compte du modèle luxembourgeois et ceux qui redoutent de le devenir»² jouent un rôle important dans la vie politique et que leur incidence sur les prochaines élections législatives est imprévisible (d'autant que le système électoral luxembourgeois du panachage est très sensible, même aux petites fluctuations du comportement électoral), nous ne pouvons pas partager les conclusions pessimistes que tire Lucien Blau de l'évolution du marché de l'emploi au Luxembourg:

«La société luxembourgeoise, longtemps à l'abri d'importantes fractures sociales, connaît donc une désintégration du tissu social qui constitue un terrain favorable pour l'extrême-droite, qui opposera chômeurs luxembourgeois aux immigrés et frontaliers.»³

C'est l'ascenseur social dont nous avons esquissé le fonctionnement par notre étude, qui a fait que l'extrême-droite n'a pas joué de rôle important dans l'histoire du Luxembourg, et tant que ce mécanisme ne se grippera pas, le Luxembourg restera un pays d'accueil et d'intégration des étrangers.

Deux publications du projet BALEINE :

Un sondage effectué auprès de 2002 personnes a permis de mieux comprendre l'utilisation des langues, la trajectoire migratoire et la vie associative au Luxembourg.

Le Hors-série no1 des publications RED (Recherche Etude Documentation) reprend sur 140 pages les principaux résultats de ce sondage. Vous pouvez le commander en virant 600 flux sur le compte CCPL: 114732-78 du Centre Intercommunautaire ou bien en vous adressant à votre libraire habituel.

Pour commander le livre de Delphina Beirão, « Les choses cachées dans la tête... » virez 735.- au CCPL 39371-86 des Amitiés Portugal-Luxembourg.

Pour toute information : SESOPI-Centre Intercommunautaire; 5, av. Marie Thérèse L-2132 Luxembourg; Tél: 44743-501, Fax: 44743-515

¹ FEHLEN, F., et MARGUE, Ch., Unterschiede in der Mittelschicht, Sekundärauswertung einer ILReS-Umfrage, forum Nr. 166, Dezember 1989.

² BLAU, L., Histoire de l'extrême-droite au Luxembourg au XXe siècle, Éditions Le Phare, Luxembourg, 1998, p. 80.

³ BLAU, L., op.cit.